Appel à candidature pour un contrat post-doctoral (14 mois)

« La fabrique des marchés de biens et services essentiels en Afrique : vers de nouvelles normes d'accès universel ? »

Programme ANR MARSE (2025-2029)

Présentation générale

Le contrat post-doctoral s'inscrit dans le cadre du projet ANR MARSE qui interroge les processus de construction sociale, politique et économique des marchés de biens et services essentiels en relation avec les Objectifs du développement durable (ODD). En articulant les échelles internationale, nationale et locale, il questionne la notion d'accès universel à l'aune des inégalités des offres, au cœur des enjeux de soutenabilité. L'analyse est instruite à partir de deux secteurs emblématiques des biens dits essentiels, l'eau et l'électricité, en privilégiant des terrains au Sénégal.

Le projet implique trois laboratoires français – LEREPS (Toulouse), PACTE (Grenoble) et CLERSE (Lille) ainsi que deux universités sénégalaises – UCAD (Dakar) et Université de Ziguinchor. L'équipe de coordination associe Catherine Baron, Pascale Trompette, Arnaud Buchs et Pierre Robert. Le consortium dans son ensemble soutient une approche pluridisciplinaire au croisement de la sociologie économique, des approches institutionnalistes en économie, de la sociologie de l'action publique et de l'aménagement.

Au sein de ce projet, la recherche post-doctorale porte plus directement sur la fabrique des politiques internationales de l'accès universel à l'eau et à l'électricité, et l'implication croissante du secteur privé dans l'écosystème du développement dans le contexte des ODD. L'impératif d'accélération de l'agenda de l'accès universel porté par les ODD justifie, pour les acteurs de l'aide internationale, un renforcement de la participation du secteur financier et privé. Cette orientation suscite une interrogation centrale abordée par MARSE : dans quelle mesure ces politiques internationales transforment-elles les espaces de régulation de l'offre de biens et services universels ? Quelles sont les configurations marchandes qui en émergent ? Dans quelle mesure ces dernières contribuent-elles à légitimer de nouvelles normes d'accès et de nouvelles définitions de l'universalité ? Dans ce cadre, la recherche post-doctorale se penchera plus spécifiquement sur les espaces politiques internationaux avec une focale sur la fabrique des modèles et des instruments qui opérationnalisent les politiques de financiarisation et privatisation ; l'attention sera portée sur les interactions entre agences internationales, institutions de finance et entreprises privées.

Projet scientifique

L'accès universel aux biens et services dits « essentiels » (b&s-ess) est devenu une composante centrale d'un nouvel agenda international du développement (Mattoo et al. 2006 ; Boidin et Ndour 2013), consacré initialement par les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) en 2000 et réaffirmé avec les Objectifs de Développement Durable (ODD) en 2015. Ce référentiel de l'universalisation de l'accès accompagne un tournant des politiques de développement marqué par plusieurs inflexions majeures. Celles-ci font prévaloir, après l'ère des réformes néolibérales des années 1990, la montée en puissance des enjeux de financiarisation du développement (Chiapello et al., 2023) et une convergence affirmée entre la lutte contre la crise climatique et celle contre la pauvreté (Stern, 2007). Sur le continent africain, ce tournant favorise un processus d'institutionnalisation des marchés de b&s-ess visant à accroître la couverture de l'accès en attirant des capitaux investisseurs, en stimulant l'innovation et en promouvant de nouvelles configurations marchandes de l'offre. Il ouvre la voie à une diversification des modes et sources de financement (fonds climat, blended finance, participation en equity, etc.) et des instruments de partenariats publics privés. Les acteurs privés des marchés de biens essentiels se sont diversifiés : des multinationales aux producteurs indépendants (IPP, IWP), aux acteurs transnationaux jusqu'aux start-ups du hors-réseau proposant des technologies innovantes (mini-réseaux, kits solaires, kiosques à eau avec traitement de l'eau).

La recherche post-doctorale vise à répondre à plusieurs objectifs :

- Analyser l'évolution des référentiels internationaux des politiques d'accès aux b&s-ess depuis les années 2000 et identifier le recours à des modèles et instruments de marché. Il s'agit notamment d'appréhender les enjeux de la financiarisation des politiques d'accès.
- Analyser l'évolution des normes d'accès aux b&s-ess en lien notamment les outils et mesures statistiques mobilisés par les acteurs internationaux dans l'évaluation de la progression des ODD.
- Analyser l'insertion d'acteurs privés dans les milieux internationaux du développement et leur influence sur la régulation des marchés de b&s-ess. Les politiques des ODD sont portées par des réseaux d'acteurs que l'on peut relier à des communautés et forums impliquant des représentants d'institutions internationales, des agences de coopérations et d'intermédiation financière, des consultants et experts, des ONG internationales et locales, des représentants des États des pays concernés, des acteurs du secteur privé.

Pour cela, le ou la candidat.e devra prendre connaissance de l'état de l'art des travaux académiques ainsi que l'analyse des discours et doctrines portés par des institutions clés (ex : ESMAP, GLAAS) à l'échelle internationale qui accompagnent la mise en œuvre des marchés de l'accès à l'eau et à l'énergie. Il est attendu également qu'il ou elle réalise un travail d'enquête par entretiens auprès des bailleurs, experts et consultants, représentant des entreprises sur la question de la traduction des politiques publiques en instrument de marché. Ce travail d'enquête devra notamment aboutir à l'analyse des réseaux relationnels complets des acteurs impliqués dans la formulation des politiques publiques. Le ou la candidat.e sera amené.e recueillir à des données factuelles sur le fonctionnement des institutions et programmes ainsi que sur les stratégies des entreprises dans ces programmes. L'enquête implique également l'observation de rencontres internationales rassemblant des acteurs (forums, salons acteurs publics - privés).

Conditions d'encadrement et inscription institutionnelle

Le ou la post-doctorant.e sera rattaché.e au CLERSE **(Université de Lille – UMR 8019)**, sous la direction de **Pierre Robert,** avec le co-encadrement de **Bruno Boidin** et **Léo Delpy** (CLERSE). La personne sera basée à Lille.
Elle sera accompagnée dans ses travaux par l'équipe de coordination ainsi que les chercheurs impliqués dans le projet ANR. Elle intégrera donc un collectif de recherche et pourra bénéficier de l'appui des

compétences et réseaux variés qui le constituent, y compris sur le plan méthodologique (méthodes quali-quanti) ainsi que des coopérations internationales déjà établies.
La personne recrutée bénéficiera d'un **contrat post-doctoral de 14 mois** (avec prolongement possible) ainsi que de financements d'appui pour la réalisation des terrains d'étude.

Le ou la postdoctorant.e sera particulièrement investi.e dans la collecte des données de terrain, avec des chercheur.es.
Il/elle viendra en appui à l'animation des échanges scientifiques au sein du consortium, à la participation au montage de projets permettant d'étendre le dispositif de recherche à des enquêtes in situ ainsi qu'à la gestion des supports de valorisation, notamment via un carnet de recherche scientifique sur la plateforme Hypothèse.org.

Des déplacements en France, en Europe voire sur d'autres continents (notamment pour la participation aux événements types conférences internationales, forums, salons, etc.) sont à prévoir pour la réalisation des enquêtes de terrains.

La présence est requise lors des réunions de travail, de la participation aux manifestations scientifiques du projet et l'analyse des données.

Profil du candidat

- Le ou la candidat.e doit être titulaire d'un Doctorat en sciences sociales (sociologie, économie institutionnaliste, science politique, ou autre discipline croisant ces domaines disciplinaires privilégiés).
- Il ou elle détiendra des connaissances dans l'un ou plusieurs des domaines suivants : socio-économie du développement, économie institutionnelle, économie politique, sociologie économique, sociologie de l'action publique. Une appétence pour le dialogue interdisciplinaire est fortement recommandée.
- Disposer de connaissances sur les terrains des Suds (en particulier l'Afrique) et sur les problématiques d'accès à l'eau et/ou à l'énergie, traitées dans le projet MARSE, constituent un atout supplémentaire. Des connaissances sur les instruments et agencements marchands et sur les processus de financiarisation du développement seront fortement appréciées.
- La maîtrise de l'anglais est impérative. La personne recrutée devra réaliser des entretiens en anglais auprès d'acteurs internationaux du développement.
- Sont également recommandées : la maîtrise de méthodologies quali-quanti (analyse de réseau, analyse textuelle) et qualitatives (entretien, ethnographie, collecte documentaire)
- La personne devra faire preuve d'une forte capacité à travailler en équipe, d'excellentes compétences rédactionnelles, d'une capacité à valoriser des résultats de projets et travaux de recherche auprès de différents publics, ainsi qu'à publier dans des revues à comité de lecture.

Candidature

1. Un curriculum vitae comprenant le parcours, la liste des publications, les activités scientifiques et les activités d'enseignement.

2. La thèse et le rapport de soutenance de thèse (si la thèse a été soutenue en France et si le rapport de soutenance est disponible au moment de la candidature).

3. Une lettre de motivation exposant l'adéquation de son profil aux missions proposées ainsi que des propositions méthodologiques (2 pages maximum).

4. Tout autre document (articles, rapports, etc.) permettant d'évaluer l'aptitude au travail de recherche et à la conduite d'enquêtes de terrain

5. Une ou plusieurs lettres de recommandation peuvent également être jointes au dossier (facultatif)

Merci de transmettre le dossier de candidature dans un seul document pdf intégrant l'ensemble des documents listés dans l'ordre précisé.

Les candidatures sont à adresser à **Pierre Robert** (pierre.robert@univ-lille.fr)

Calendrier

- Date limite de réception des candidatures : **19 janvier 2026**
- Entretiens de recrutement : entre le 5 février et le 13 février 2026
- Prise de fonction (négociable) : 2 mars 2026.

Un jury composé de membres du consortium de l'ANR MARSE évaluera et sélectionnera les dossiers reçus.

Les personnes sélectionnées à l'issue de l'examen des dossiers seront invitées à se présenter pour un entretien d'admission, réalisé en présentiel ou en visioconférence.